

# À l'ombre du système éducatif : facteurs et orientations futurs de l'offre mondiale de soutien scolaire privé

## Mark Bray

Chaire UNESCO en éducation comparée  
Université de Hong Kong, Chine

L'auteur attire l'attention sur l'essor du soutien scolaire privé extérieur au système éducatif formel (aussi appelé « l'ombre » du système éducatif) dont l'impact sur l'éducation formelle est multiple. Il conseille aux décideurs politiques et aux acteurs de l'éducation de déterminer la portée de cette intervention parallèle et de comprendre son impact afin de mieux négocier les inévitables chevauchements entre les deux domaines.

---

Le soutien scolaire privé est généralement qualifié d'« ombre du système éducatif » car il est en grande partie calqué sur le système d'enseignement formel. Plus ce dernier se développe, plus son ombre grandit et plus le programme d'enseignement évolue, plus son ombre évolue aussi (Bray, 1999 ; 2011). Par ailleurs, selon le rapport de l'UNESCO (2015, p.80) *Repenser l'éducation : vers un bien commun mondial*, « en reconsidérant l'éducation dans un nouveau contexte mondial, nous devons réexaminer non seulement la finalité de l'éducation, mais aussi son organisation », ajoutant en outre :

Compte tenu de la diversification des partenariats et de l'estompement des distinctions entre secteur public et secteur privé, il nous faut repenser les principes qui sous-tendent la gouvernance éducative, notamment le principe normatif de l'éducation considéré comme un bien public, et nous demander comment appréhender ce principe dans le contexte changeant des interrelations entre la société, l'État et le marché.

Au niveau mondial, le développement du soutien scolaire privé, loin de s'effacer, est un des facteurs de ce brouillage et ses conséquences pour les décennies à venir sont profondes.

## Quelques indicateurs d'échelle

Le soutien scolaire privé est un phénomène de grande ampleur dans certaines régions d'Asie orientale. En République de Corée, par exemple, on estime que 82,5 % des élèves de l'enseignement primaire ont suivi des cours de soutien privé en 2018 (KOSIS, 2019). Au Japon, une enquête réalisée en 2017 a révélé que 33,7 % des élèves du primaire, 51,9 % des élèves

du premier cycle du secondaire et 29,3 % des élèves du second cycle du secondaire suivaient des cours de soutien dans des établissements privés appelés *juku* (Kimura, 2019, p. 1). En Chine, 48,3 % des élèves sondés dans le cadre d'une enquête nationale conduite en 2017 avaient reçu une forme de soutien scolaire privé (Liu, 2018, p. 144).

Ce phénomène est également répandu dans les régions du monde à revenu faible, bien que les contextes éducatifs soient plus contrastés. En Inde, par exemple, une enquête menée en 2018 auprès d'élèves ruraux du Bengale occidental de la 1<sup>e</sup> à la 5<sup>e</sup> année a révélé que 69,9 % d'entre eux recevaient des cours de soutien privé et que pour les élèves de la 6<sup>e</sup> à la 8<sup>e</sup> année, le chiffre correspondant était de 77,4 % (Pratham, 2019, p. 301). Ce niveau est également élevé depuis longtemps dans des pays comme l'Égypte (Ille et Peacey, 2019) et le Cambodge (Bray et al., 2018).

Pour ce qui concerne les autres régions, une enquête menée en 2018 auprès d'élèves âgés de 11 à 16 ans en Angleterre et au Pays de Galles a révélé que 41 % des élèves londoniens et 27 % des élèves du reste du pays avaient bénéficié de cours particuliers ou d'un soutien à domicile (Sutton Trust, 2018). L'ombre du système éducatif est également bien présente maintenant dans d'autres pays d'Europe (Commission européenne, 2017, pp. 41-42), d'Afrique (Napporn et Baba-Moussa, 2013) et d'Amérique du Nord et du Sud (Bray, 2017 ; Park et al., 2016).

En résumé, le soutien scolaire privé est devenu, compte tenu de quelques variantes, un phénomène mondial. De nombreuses familles y voient une activité normale faisant partie de leur vie quotidienne, parallèlement à l'enseignement formel. Ce mode d'enseignement n'est cependant pas neutre, puisqu'il a un impact sur le système éducatif lui-même. En général, les enseignants présupposent qu'un grand nombre de leurs élèves, voire la plupart, reçoivent un soutien scolaire et qu'ils peuvent donc consacrer moins d'efforts aux tâches en classe qu'ils ne le feraient autrement. Ils doivent aussi s'adapter à des classes plus diverses, dans la mesure où les élèves reçoivent différents types de soutien scolaire en dehors du système formel. En outre, certains enseignants employés par le gouvernement fournissent eux-mêmes directement des services de soutien scolaire privé. Pour ces raisons parmi d'autres, la distinction entre la prestation du secteur public et celle du secteur privé s'est atténuée selon les contextes.

## Les facteurs à l'ombre du système éducatif

Pour examiner cette tendance qui s'affirme, il est important de considérer un facteur contextuel, celui de l'acceptabilité croissante de l'idée que l'enseignement est un service commercialisable parallèle à la prestation de services éducatifs par le secteur public et qu'il sert dans de nombreux cas d'alternative à la prestation publique, à la fois dans l'enseignement formel et hors du système éducatif formel. Ainsi le paysage éducatif est-il très différent à l'époque contemporaine de celui de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle (Locatelli, 2018). La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 soulignait le rôle de l'État dans la prestation de l'éducation et déclarait non seulement que l'éducation était un droit de l'homme, mais aussi que « l'éducation doit être gratuite, au moins en ce qui concerne l'enseignement élémentaire et fondamental. » (Nations Unies, 1948, Article 26.1). Ce principe sous-tend en grande part le plaidoyer de l'UNESCO et l'action gouvernementale des

décennies qui ont suivi. Il est teinté aujourd'hui d'une idéologie néolibérale qui souligne le rôle du marché dans l'offre d'un choix et peut-être aussi dans l'amélioration de l'efficacité.

Un deuxième facteur contextuel a trait à l'intensification de la concurrence, elle-même en partie engendrée par la mondialisation. Les familles et les employés ne se trouvent plus seulement en concurrence avec les autres familles et employés de leur quartier immédiat ou même de leur propre pays, ils rivalisent avec leurs homologues du monde entier, dans un environnement qui peut transférer des capitaux et des emplois d'un seul clic de souris informatique.

Par ailleurs, la combinaison de ces facteurs a donné lieu à un autre facteur contextuel indissociablement lié au mouvement de l'UNESCO en faveur de l'éducation pour tous (EPT). Dans un premier temps, l'expansion de l'éducation a soumis les gouvernements à une pression accrue et l'universalisation de l'enseignement primaire a engendré une demande pour l'universalisation du premier cycle de l'enseignement secondaire, puis du second cycle de l'enseignement secondaire, puis de l'enseignement supérieur. Les coûts unitaires ont augmenté à chaque niveau et les budgets publics ont été soumis à des contraintes croissantes. De plus, l'expansion de l'éducation a ouvert des possibilités pour des familles qui n'auraient pas pu en bénéficier auparavant. Essentiellement, les classes sociales qui auraient estimé dans le passé que l'enseignement supérieur était réservé à d'autres classes sociales, le considèrent maintenant comme étant à leur portée. Ces deux facteurs, pris ensemble, ont alimenté le soutien scolaire privé, car les contraintes pesant sur les ressources publiques ont limité la qualité de l'éducation, incitant les familles les plus aisées à compléter l'enseignement public sur leurs propres deniers. Il est important de noter que les familles qui cherchent à accéder aux établissements d'enseignement supérieur prestigieux, ou même aux établissements d'enseignement secondaire et primaire, y sont rarement parvenues sans accompagner les efforts scolaires du recours à leurs propres ressources financières.

Dans de nombreux pays, les enseignants ont également eu l'impression que leurs salaires étaient insuffisants, ce qui est à l'origine d'un autre facteur. Dans plusieurs pays de l'ancienne Union soviétique, l'effondrement de l'économie dans les années 1990 a encouragé les enseignants, à la recherche d'un moyen de compléter leurs salaires d'employés de l'État, à recourir à la solution évidente des cours de soutien privé. Les familles l'ont bien compris et le soutien scolaire privé est ainsi devenu un élément de leur culture, d'une ampleur jamais vue auparavant. Les cours de soutien privé sont également devenus la norme dans les pays à revenu faible d'Asie du Sud et d'autres régions où les enseignants ont ressenti la nécessité de compléter leurs revenus. Certains gouvernements, avec un succès variable, ont interdit aux enseignants qu'ils employaient de proposer des cours en parallèle – principalement pour des raisons de conflit d'intérêt et de risque de corruption. Certains gouvernements ont revalorisé les salaires des enseignants pour qu'ils n'aient pas besoin de compléter leurs revenus en donnant des cours privés. Ces mesures n'ont toutefois pas mis un terme au secteur éducatif parallèle. La concurrence a persisté et les familles disposant de ressources mais n'ayant plus accès à des services proposés par les enseignants du système formel se sont tournées vers des entreprises et des fournisseurs de soutien scolaire indépendants.

Cet exposé met en évidence certaines des forces qui entretiennent les inégalités sociales. Les gouvernements peuvent fort bien afficher leur volonté de réduire les inégalités sociales

et ce, en toute bonne foi. Dans ce cas, les politiques qui visent à atteindre cet objectif sont bien accueillies par les familles des classes inférieures qui veulent naturellement accéder aux mêmes possibilités que les autres. Mais les familles des classes moyennes et supérieures ne s'intéressent généralement pas à l'égalité. Au contraire, elles s'intéressent souvent plutôt à cultiver la différence dans un environnement concurrentiel qui favorise leur propre progression. Les familles des classes supérieures ont leurs propres mécanismes pour agir en dehors du secteur de l'éducation, mais les familles des classes moyennes accordent beaucoup d'importance à l'éducation et, en particulier, elles considèrent que le soutien scolaire privé est un instrument qui les aidera à dépasser les autres et à se maintenir en tête (Bray, 2017 ; Zhang et Bray, 2018).

## À quoi mènent ces tendances ?

Certains commentateurs ont proposé l'idée qu'un renforcement des systèmes éducatifs faibles pourrait se traduire par une réduction du soutien scolaire privé, mais les analyses comparées montrent que tel n'est pas le cas. Le Japon, Hong Kong (Chine) et la Chine continentale, par exemple, ont des systèmes éducatifs solides, mais « l'ombre » continue de prospérer à côté de ces systèmes (Zhang et Yamato, 2018). Tant qu'il y aura des forces concurrentielles - et nous avons toutes les raisons de supposer que ce sera le cas - cette ombre se maintiendra et devrait même se renforcer dans les années à venir, car dans un environnement mondial de plus en plus privatisé, les familles y verront un moyen d'aller de l'avant et/ou de rester en tête, et les entrepreneurs y verront une opportunité commerciale lucrative.

Cependant, tout comme l'enseignement formel varie considérablement au sein des pays et d'un pays à l'autre, il en va de même pour son ombre. Les prestations de soutien privé sont en grande partie calquées sur les programmes et les manuels scolaires utilisés dans l'enseignement formel, avec des composantes complémentaires, selon que l'on vise un soutien scolaire ou l'enrichissement. Les familles ambitieuses et les « mères tigres » adaptent leurs stratégies en fonction de ce qu'elles considèrent comme le plus utile pour des groupes d'âge particuliers dans des contextes particuliers et à des moments particuliers (Liu et Bray, 2020). Selon les familles et les groupes d'âge, l'accent sera mis sur le sport, la musique et les voyages en plus des études académiques, tandis que dans le domaine académique, l'accent peut être mis sur l'élargissement du programme scolaire à de nouveaux domaines et sur les méthodes de travail, etc. Les cours de soutien scolaire privé peuvent être organisés en tête-à-tête, en petits groupes ou même par de grandes conférences dispensées par d'éminents professeurs. Sans compter que la technologie est de plus en plus mise à contribution pour l'enseignement et l'apprentissage sur Internet, traversant de façon innovante les frontières nationales.

Ainsi, pour revenir au rapport de l'UNESCO *Repenser l'éducation* (2015), il est en effet nécessaire de reconsidérer non seulement la finalité de l'éducation, mais aussi l'organisation de l'apprentissage. L'ombre qui suit le système éducatif ne va pas disparaître, elle ne fera que s'étendre davantage. La restructuration de l'éducation exige de comprendre non seulement ce qui se passe hors les murs de l'école, mais aussi dans ses murs ainsi que les liens entre ces deux univers. Comme l'a également fait remarquer le rapport *Repenser l'éducation*, cela exige de repenser le principe normatif de l'éducation considéré comme bien public

et nous demander comment appréhender ce principe dans le contexte changeant des interrelations entre la société, l'État et le marché. Certes, il est encore possible de proposer un enseignement public gratuit comme le stipulait la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies de 1948, mais de plus en plus de familles, même dans les pays dotés de systèmes éducatifs solides, ressentent l'inadéquation de l'enseignement public en soi et par conséquent la nécessité de compléter la scolarité formelle par un soutien scolaire privé, une nouvelle réalité que les décideurs politiques se doivent de reconnaître. Pour pouvoir mieux gérer la situation, il sera nécessaire, comme point de départ, d'enrichir la documentation sur l'ampleur et la nature de « l'ombre » du système éducatif, puis de dialoguer avec les différents acteurs (familles, écoles, enseignants, élèves et autres) sur les moyens de gérer les complexités de la symbiose et les limites qui s'estompent entre le public et le privé.

---

## Références

- Bray, M. 1999. *À l'ombre du système éducatif : Le développement des cours particuliers – conséquences pour la planification de l'éducation*. Paris : UNESCO, Institut international de planification de l'éducation (IIEP).
- Bray, M. 2011. *L'ombre du système éducatif : Quel soutien scolaire privé, quelles politiques publiques ?* Paris : UNESCO Institut international de planification de l'éducation (IIEP).
- Bray, M. 2017. Schooling and its Supplements: Changing Global Patterns and Implications for Comparative Education. *Comparative Education Review*, Vol. 62, n°3, pp. 469-491.
- Bray, M., Kobakhidze, M.N., Zhang, W. et Liu, J. 2018. The Hidden Curriculum in a Hidden Marketplace: Relationships and Values in Cambodia's Shadow Education System. *Journal of Curriculum Studies*, Vol. 50, n°4, p. 435-455.
- Commission européenne. 2017. *Suivi de l'éducation et de la formation 2017*. Luxembourg : Office des Publications de l'Union européenne.
- Ille, S. et Peacey, M.W. 2019. Forced private tutoring in Egypt: Moving away from a corrupt social norm. *International Journal of Educational Development*, Vol. 66, pp. 105-118.
- Kimura, H. 2018. *Data-based Discussion on Education and Children in Japan 2: Analyzing Juku - Another School After School* [en japonais]. <https://www.crn.net.cn/research/201902224177563.html>. Consulté en juin 2019.
- KOSIS (Korean Statistical Information Service). 2019. Participation Rate on Private Education by School Level and Characteristics. [http://kosis.kr/eng/statisticsList/statisticsListIndex.do?menuId=M\\_01\\_01&vw-cd=MT\\_ETITLE&parmTabId=M\\_01\\_01&statId=1963003&themald=#SelectStatsBoxDiv](http://kosis.kr/eng/statisticsList/statisticsListIndex.do?menuId=M_01_01&vw-cd=MT_ETITLE&parmTabId=M_01_01&statId=1963003&themald=#SelectStatsBoxDiv). Consulté le 14 mai 2019.
- Liu, J. 2018. Review of regulatory policies on private supplementary tutoring in China. *ECNU Review of Education*, Vol. 1, n°3, pp. 143-153.
- Liu, J. et Bray, M. 2020. Evolving Micro-level Processes of Demand for Private Supplementary Tutoring: Patterns and Implications at Primary and Lower Secondary Levels in China. *Educational Studies*, Vol. 46, DOI 10.1080/03055698.2018.1555452.
- Locatelli, R. 2018. *L'Éducation comme bien public et bien commun : remodeler la gouvernance de l'éducation dans un contexte en mutation*. Recherche et prospective en éducation, Réflexions thématiques 22. Paris : UNESCO.
- Napporn, C. et Baba-Moussa, A.R. 2013. Accompagnement et soutien scolaires : l'expérience béninoise. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, Vol. 62, pp. 79-88.
- Nations Unies. 1948. *Déclaration universelle des droits de l'homme*. New York : Nations Unies.
- Park, H., Buchmann, C., Choi, J. et Merry, J.J. 2016. Learning Beyond the School Walls: Trends and Implica-

tions. *Annual Review of Sociology*, Vol. 42, pp. 231-252.

Pratham. 2019. *Annual Status of Education Report 2018*. Mumbai : Pratham.

Sutton Trust. 2018. *Private Tuition Polling 2018*. [https://www.suttontrust.com/research-paper/private-tuition-polling-2018\\_](https://www.suttontrust.com/research-paper/private-tuition-polling-2018_) Consulté en juin 2019.

UNESCO. 2015. *Repenser l'éducation : vers un bien commun mondial ?* Paris : UNESCO.

Zhang, W. et Bray, M. 2018. Equalising Schooling, Unequalising Private Supplementary Tutoring: Access and Tracking through Shadow Education in Shanghai, China. *Oxford Review of Education*, Vol. 44, n°2, pp. 221-238.

Zhang, W. et Yamato, Y. 2018. Shadow Education in East Asia: Entrenched but Evolving Private Supplementary Tutoring. In Kennedy, Kerry & Lee, John C.K. (eds.), *Routledge International Handbook on Schools and Schooling in Asia*. Londres : Routledge, pp. 323-332.